



Supplément à *Combattre pour le socialisme* n°87 (15 mai 2023) :

Brésil :

**Face au gouvernement de collaboration de classe de Lula :
ouvrir une perspective, c'est s'organiser pour imposer la rupture
des organisations ouvrières (partis et syndicats)**

Trois mois d'un gouvernement bourgeois

Depuis l'investiture de Lula, cent jours se sont écoulés. Certains commentateurs, malgré la référence bonapartiste, dressent un premier bilan des trois premiers mois de gouvernement ; c'est le cas de Valerio Arcary, une voix qui compte dans le PSOL, et ses courants de « gauche ». Comme beaucoup d'analystes il y voit, un nombre impressionnant de mesures, mais qui ne vont pas assez loin. D'autres, plus radicaux, dressent un bilan plus négatif. Mais que ce soit dans le PT, dans les appareils syndicaux ou les petits groupes politiques se plaçant à gauche des grands appareils, il y a une tendance générale, une espèce de soutien ouvert, tacite, critique, au gouvernement qui les place sur une ligne de soutien/pression. Toutes ces positions participent au bonapartisme centralisé sur la personne de Lula, et émettre une critique sur la politique de ce dernier, revient à une forme de lèse-majesté. D'autre part, toutes ces analyses font fi de la seule question qui se pose : quelle est la nature du gouvernement ? En dernière analyse, quels intérêts sociaux, de classe défend-il ?

La campagne, le discours d'investiture et les mesures prises depuis trois mois devraient pourtant permettre une analyse matérialiste de cette question. Mais la plupart l'évacuent. Le gouvernement de Lula est un gouvernement bourgeois, d'un type particulier, un gouvernement de collaboration de classes qui associe le PT, parti d'origine ouvrière, et différents partis bourgeois, dont certaines personnalités phares sont les représentants, à commencer par le vice-président (dont le rôle n'est absolument pas décoratif depuis des mois), G. Alckmin, représentant du capital financier pauliste. Le gouvernement est une coalition très large, comportant de nombreux ministres du PT, mais aussi dans des ministères périphériques, du PSOL (peuples autochtones), du PCdoB (innovation), s'assurant la loyauté de ces partis à peu de coût. A côté de cela, la coalition est remplie de ministres issus de partis bourgeois, dans des postes-clés, et d'indépendants, issus de l'appareil d'Etat en général. Ainsi, le gouvernement comprend : les écologistes de REDE, avec Marina Silva, qui a rompu et mené campagne contre le PT dès 2010 ; le MDB, avec Simone Tebet, ralliée à Lula dans l'entre deux tours de 2022, représentante de l'agrobusiness ; le PSD, qui malgré son nom est un parti bourgeois, avec le ministre de l'agriculture, présenté lui-même comme agriculteur, c'est-à-dire représentant de l'agrobusiness du soja ; le PSB (comme le précédent), ; l'Union Brésil, issu d'un fragment du PSL, qui avait désigné Bolsonaro comme son candidat en 2018 avant de rompre avec lui ; le PDT, vieux parti soutien de Vargas avant la dictature militaire de 1964, avec le ministre de la défense (présenté par tout le monde comme « conservateur » et proches des militaires). Dans ces conditions les intérêts de la bourgeoisie (agrobusiness, capital financier, armée, justice) sont représentés dans le gouvernement, aux côtés du PT. Mais dans l'alliance capital-travail, ce ne peut pas être le travail qui l'emporte.

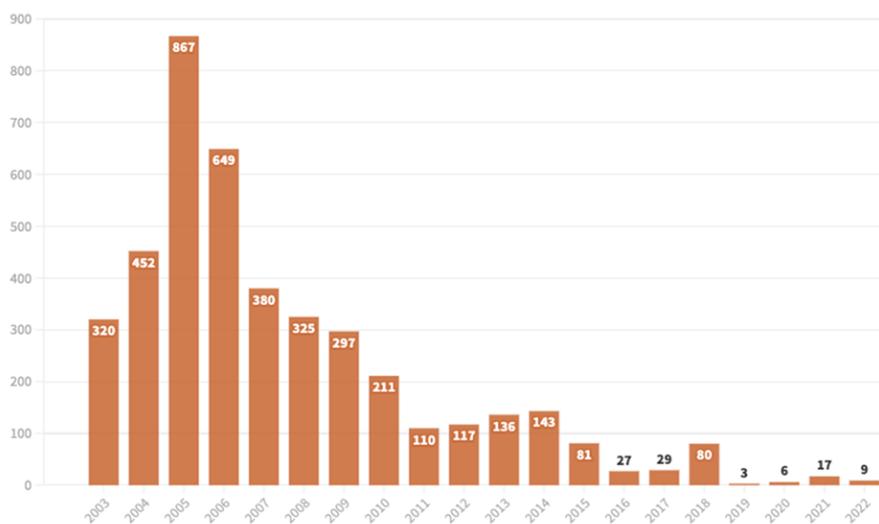
D'ailleurs, pour gouverner, Lula doit passer des accords avec les partis qui dominent le congrès des députés et avec son président Arthur Lira, affilié au parti progressiste, mais plus sûrement représentant des intérêts agrariens, lui-même étant « agriculteur » dans un Etat du Nordeste, c'est-à-dire latifundiaire. Ainsi, pour le rétablissement de la fameuse Bolsa Familia, il a été nécessaire d'entrer dans une négociation étroite avec Lira, pour pouvoir modifier le budget et déroger à la règle du plafond de dépense instaurée par Temer. Cela, au prix du maintien de Lira à la tête du congrès des députés, appuyé sur le Centrão, les partis bourgeois traditionnels MDB, PSDB, et autres. En échange de ces négociations, des subventions en tous genres sont généralement accordées aux députés pour leur fief. La majorité du congrès a réaffirmé sa nature en mettant en place une commission d'enquête parlementaire destinée à mettre le MST, mouvement des sans terre, sur la sellette, en enquêtant sur sa politique agressive contre les latifundiaires... Chaque mesure dépendra donc des négociations avec les représentants de la bourgeoisie. Le rétablissement de la Bolsa Familia (600 reais, soit à peine plus que 100 euros), avec d'autres mesures, est symbolique : cette très légère redistribution permet de sortir la tête de

l'eau à des milliers de familles dans le Nordeste en particulier. Mais elle ne touche en rien les structures économiques et ne modifie pas les inégalités fondamentales entre les classes de la société brésilienne. Une telle mesure est donc, dans les conditions politiques actuelles, relativement acceptable pour la bourgeoisie brésilienne. Bon gré, mal gré, d'autres mesures ont été prises : rétablissement du programme d'aide au logement « *minha casa, minha vida* », ou encore une très légère augmentation du salaire minimum, mais bien en-deçà de l'inflation.

En revanche, il ne peut être question de revenir sur la loi travail adoptée sous Temer, ou celle sur les retraites sous Bolsonaro. Et d'ailleurs, Lula s'est refusé à prononcer le moindre mot qui puisse faire penser qu'il allait abroger ces lois. Or ces lois ont un impact terrible sur la population laborieuse. Ainsi la loi travail a facilité le recours à la sous-contratation (une entreprise ayant recours à la main d'œuvre d'une autre), dans des conditions ultra-précaires, voire esclavagistes. La situation n'a de cesse d'empirer. En mars, 300 personnes avaient été libérées de cette situation de travail esclave dans l'Etat du Rio Grande do Sul, générant un vrai scandale. Mais la réalité, c'est que depuis début 2023 plus de 900 personnes ont été ainsi sauvées de l'esclavage, soit 124 % de plus qu'en 2022. Cette ultra-précarisation s'est développée à la faveur des lois, de la situation économique et sociale, et l'on considère que les plateformes internet, du type Uber et autres, amènent à la multiplication des cas de travailleurs en situation de quasi-esclavage par le biais de la fiction de l'auto-entreprise. L'inflation galopante depuis des années frappe de manière brutale les travailleurs dans leur consommation quotidienne, notamment alimentaire. Le salaire minimum légal (que ne touche que la partie de la population employée dans le secteur « formel ») est porté à un peu moins de 240 euros. Les conséquences en termes de conditions de vie sur l'énorme majorité de la population sont donc massives : depuis déjà plusieurs années, le retour de la faim avait été enregistré par les statistiques officielles et cela ne fait que s'accroître. D'autant que la moitié de la main d'œuvre reste en dehors de la formalité, et de plus en plus précarisée. La question de la terre reste entière après des années de laisser faire face aux abus des latifundiaires dans les territoires indigènes et les incendies gigantesques qui se généralisent dans le bassin amazonien ou dans le Pantanal.

Dans le domaine agricole, ces dernières années ont vu le retour à la loi du far-West, les budgets pour la réforme agricole ont quasiment disparu, tout comme les lotissements.

Assentamentos criados por ano

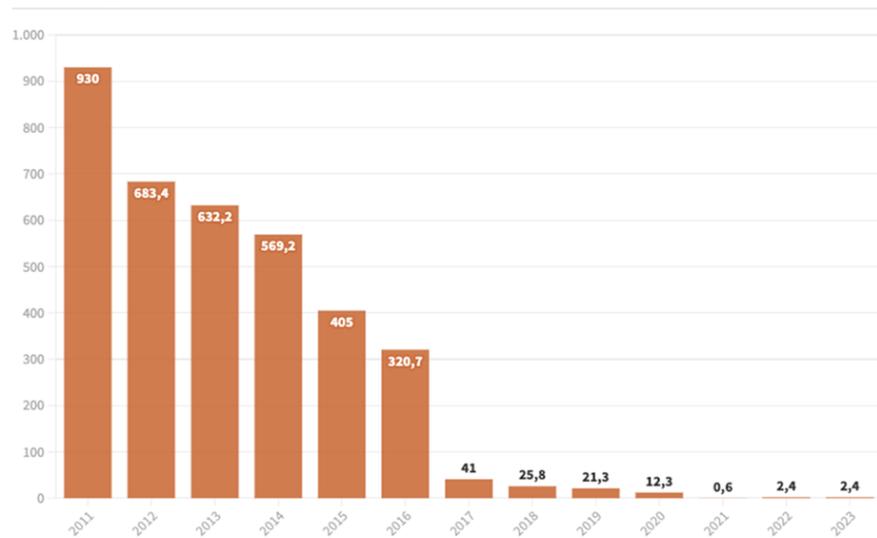


Fonte: Incra



Lotissements dans le cadre de la réforme agricole, par an, entre 2003 et 2022

Orçamento autorizado para a reforma agrária (em milhões)



Fontes: Inkra e Siop

REPÓRTER
BRASIL

Budgets accordés pour la réforme agraire entre 2011 et 2022

D'autre part, les réserves indiennes et quilombolas (communautés d'anciens esclaves marrons réfugiés dans la forêt), en principe inaliénable mais pas toujours concrètement délimitées, avaient été livrées par Bolsonaro aux appétits des latifundiaires et des groupes agro-industriels. Les incendies de forêt se sont multipliés par suite de l'emploi du feu comme méthode de défrichage et de l'assèchement des forêts à proximité. Des millions d'hectares sont ainsi partis en fumée. Quant aux latifundiaires, afin de contourner les réglementations sur la part minimale des terres non défrichées, ils s'accaparent de nouvelles terres, afin de les garder en forêt, et concentrent encore plus de terres sous forme de green grabbing (achat de terres forestières laissées en réserves, afin de garantir une surface minimale légale de forêts dans leurs propriétés).

Bien entendu le bilan de Bolsonaro est aussi marqué par l'offensive contre l'enseignement public sous la forme notamment de la « neutralité » de l'enseignement. Mais à la faveur de la COVID, les écoles sont restées fermées des mois durant, remplacées par un enseignement à distance qui n'a bénéficié qu'à certaines familles pouvant de se payer un équipement informatique et une connexion Internet, pendant que les populations précaires des favelas ont encore accumulé un retard scolaire phénoménal. De même, elles étaient les plus exposées à la contagion et à la maladie, marquées par les inégalités fondamentales de mortalité, en fonction de la capacité à se faire soigner ou de l'absence d'accès aux soins. Les habitants des favelas cumulent la précarité du travail, de l'école et de la santé, avec la violence exercée par les narcotraficants, les milices et autres escadrons de la mort, et bien entendu les descentes toujours meurtrières de la police militaire.

Les mesures prises par Lula depuis son arrivée au pouvoir changent-elles fondamentalement l'ordre social au Brésil ? La réponse est dans la question : bien entendu, non. Et la défense des intérêts des travailleurs est totalement incompatible avec la défense des capitalistes, des grands trusts, des groupes latifundiaires, des banques. Les mesures prises depuis trois mois l'indiquent, elles maintiennent l'essentiel des rapports sociaux et économiques. Même dans le cas de l'enseignement, la loi du « nouvel enseignement moyen » n'a vu son application que suspendue, elle n'est pas abrogée. Une autre question primordiale est celle des piliers de l'appareil d'Etat qui défendent cet ordre social. C'est d'autant plus vital que les événements du mois de janvier rappellent que l'armée reste une menace pesante. Encore faut-il comprendre comment.

Ce que signifie la manifestation du 8 janvier

Les images ont fait le tour du monde, et les commentaires de la manifestation bolsonariste l'ont transformée en ce qu'elle n'était pas, à savoir une tentative de coup d'Etat. La citation de Marx dans le *18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* devrait être ici adaptée : la manifestation du 8 janvier 2023 à Brasilia est la répétition encore plus grotesque de celle de janvier 2022 organisée par les partisans de Trump à Washington, dans la mesure où il n'y avait à peu près personne dans les locaux (c'était un dimanche, une semaine après l'investiture officielle de Lula, Bolsonaro et certains de ses lieutenants avaient même fui le pays) : c'était donc la pantomime d'une farce.

Pour autant, si cet événement n'avait pas pour but de prendre un quelconque pouvoir, il reste riche d'enseignement. Les manifestants à l'origine de cette manifestation et du saccage des bâtiments officiels se trouvaient pour partie dans des

campements installés devant les casernes de Brasilia depuis plusieurs semaines pour réclamer l'intervention de l'armée ; d'autres ont été acheminés par bus payés par des agrariens et d'autres groupes ou factions de la bourgeoisie et de l'armée. Non seulement rien n'a été fait pour disperser cette tourbe complotiste et réactionnaire, mais au contraire lors de la manifestation les troupes de la police militaire et de l'armée ont accompagné les manifestants jusqu'au centre politique de la capitale. Cette manifestation a été préparée au vu et au su de l'armée qui n'a rien fait pour empêcher qu'elle se dirige vers le parlement, etc. Elle a donc été au moins tolérée, pour ne pas dire plus, par une partie de l'armée, même si pour les dirigeants de l'armée il n'était pas question de renverser Lula : la manifestation était un message en sa direction. Elle avait pour signification : à la première occasion, l'armée serait capable de tenter un putsch ou d'appuyer une mesure de destitution, comme cela a été le cas en 2016. Précisément, depuis 2016 l'armée a repris une place majeure dans les gouvernements de Temer et surtout de Bolsonaro (ancien militaire dont toute la carrière parlementaire a été celle d'un lobbyiste militaire). Des milliers de postes de hauts fonctionnaires, de ministres ont été directement pris en main par la caste des officiers. « Protection » de l'Amazonie ? Gestion de la crise de la COVID ? Toutes ces missions ont été confiées aux militaires, au nom de l'efficacité, sans d'ailleurs que ladite efficacité ait un début de réalité, tant les missions étaient éloignées des « compétences » militaires. Durant toute la période de Bolsonaro, la dictature de 1964 fut une référence.

L'armée s'est retirée du devant de la scène en 1985, mais n'en a pas moins obtenu l'impunité pour toute la période de la dictature. Et certaines de ses politiques, notamment le défrichement de l'Amazonie, se sont poursuivies avec zèle. La menace de l'intervention politique a donc été réactivée depuis 2016, et elle a eu lieu sous forme d'intimidations et de déclarations venant des plus hauts gradés. En dépit de l'échec de Bolsonaro à la dernière élection présidentielle, l'armée veut garder son influence. Lula a formé un ministère où les militaires ne sont pas représentés comme ils l'étaient auparavant, mais qu'en est-il de la place prise dans l'administration ? L'Etat-major a-t-il été épuré de ses dirigeants interventionnistes ? Certes Lula a limogé quelques responsables depuis le 8 janvier, y compris, dernièrement, celui qui devait superviser sa sécurité. Mais la puissance de l'armée reste intacte et, à travers les événements du 8 janvier, menaçante. De même certaines forces de l'appareil d'Etat, comme la police militaire - qui dépend des différents Etats du Brésil et qui a été formée sous la dictature -, continue ses exactions, notamment dans les favelas.

Dans ces conditions, comment Lula entreprend-il la lutte contre cette menace ? En laissant l'initiative à la justice, notamment au juge Alexandre De Moraes. Il est vrai que les représentants du « pouvoir judiciaire » sont entrés en tension avec Bolsonaro (affaires de corruption, relations avec les milices armées de Rio, assassinat de Marielle Franco, puis avec la question du vote électronique que Bolsonaro remettait en question. Pour autant, il faut rappeler que le « pouvoir judiciaire », soi-disant indépendant, s'était intégré dans la politique d'éviction du PT lancée à partir de 2016 et celle de destitution de Dilma Rousseff. C'est en particulier en condamnant Lula à douze ans de prison pour corruption qu'ils avaient favorisé l'élection de Bolsonaro grâce aux ramifications de l'opération « lava jato », sans réelles preuves, le but étant d'éliminer le candidat du PT susceptible de l'emporter. Le juge Moro, leader de l'opération, s'était ensuite rallié à Bolsonaro en devenant son ministre de la Justice.

Lutter contre les menaces de l'appareil d'Etat en s'appuyant sur une autre partie de l'appareil d'Etat est une politique liée au respect de l'ordre bourgeois, et bien hasardeuse. Qui dit que les juges ne se retourneront pas à nouveau, en particulier s'ils estiment que les intérêts fondamentaux de la classe qu'ils représentent sont menacés ? A quoi peuvent aboutir par ailleurs les accusations contre Bolsonaro sur la préparation de la manifestation du 8 janvier ? Sans doute pas à l'affaiblir sur le plan politique. Car les catégories sociales et les tendances politiques que représente Bolsonaro n'ont pas disparu, et les intérêts de l'agro-business, de l'armée, des évangélistes, de la petite bourgeoisie (étouffée par la crise économique, l'inflation, la fuite des capitaux, les taux d'intérêts très élevés, les aléas de la consommation sur les marchés chinois, étatsuniens ou européens), sont toujours là, et continuent à faire pression sur le gouvernement. Un gouvernement qui est d'ailleurs à leur écoute.

Les pauses, les discours sur la défense de la démocratie face au fascisme, sont surtout une manière de justifier l'élargissement de la majorité de Lula aux partis les plus réactionnaires, de se prévaloir du soutien des bolsonaristes repentis, et de parler de réconciliation nationale, au moment où les antagonismes sociaux ne peuvent que s'exacerber. Il est d'ailleurs saisissant de noter que le gouvernement de Lula a immédiatement reconnu la destitution de Castillo au Pérou et noué des relations avec le gouvernement de Dina Boluarte, alors qu'une partie importante de la paysannerie pauvre, des travailleurs rejetaient ce coup institutionnel. Avant les élections, nous avons qualifié la politique de collaboration de classes lors des élections de « piège mortel » pour le prolétariat (supplément CPS n°83, 31/08/2022). Ce piège se poursuit après les élections. Cette politique exige le sacrifice des intérêts de classe du prolétariat sur l'autel démocratique, mais aussi pave la voie aux courants les plus réactionnaires qui font pression en permanence sur le gouvernement de collaboration de classes. Il prépare leur retour au pouvoir pour y appliquer leur programme directement : en finir avec les acquis ouvriers, liquider les organisations, achever les droits démocratiques.

La seule perspective politique positive pour la jeunesse, le prolétariat, la paysannerie pauvre, la défense des droits démocratiques, serait la rupture avec la politique de collaboration de classes, c'est-à-dire la rupture des organisations issues du mouvement ouvrier (PT, PSOL, PCdoB, et bien entendu les organisations syndicales, à commencer par la CUT) avec le gouvernement Lula. Mais force est de constater que les directions de ces différentes organisations sont engagées dans le soutien ouvert au gouvernement de Lula.

La politique des appareils du mouvement ouvrier

Le PT est totalement engagé dans le soutien de Lula et de son gouvernement de collaboration de classes dans le cadre du « front large ». Dans le gouvernement, dans les instances parlementaires, en recherchant les alliances avec les tendances les plus réactionnaires de la bourgeoisie, le PT est totalement engagé dans une politique d'appareil. Il défend la « réconciliation », l'unité nationale, à l'opposé de la défense des intérêts des travailleurs. Dans le PT, la tendance « trotskiste » O Trabalho (proche du POI français) est sur la ligne de faire pression sur le gouvernement pour qu'il satisfasse les revendications des travailleurs : renationalisation de l'électricité, augmentation des salaires des enseignants, abrogation de la loi sur l'enseignement moyen. Cette orientation est évidemment erronée, car le gouvernement ne peut absolument pas satisfaire ces revendications, ce n'est pas sa fonction. Quelques protestations lorsque tel ou tel militant rencontre et pause avec tel ou tel général ancien ministre de Bolsonaro ne font pas une réelle politique de rupture, bien au contraire... L'orientation générale des courants de gauche est donc de s'opposer absolument à la question de la rupture, en utilisant le faux-semblant de la « pression » et de la mobilisation.

Fondamentalement, cette division, entre soutien total et entier et soutien critique, traverse l'ensemble des organisations ouvrières, partis comme syndicats. C'est le cas dans le PSOL, dont la direction a cédé son indépendance politique vis-à-vis du PT, contre le plat de lentilles d'un unique ministère périphérique. Pendant que les différents courants de gauche dissertent sur la pression à exercer sur le gouvernement.

Décisive est la question des organisations syndicales, en particulier de la CUT et de ses fédérations, de ses syndicats. Les organisations syndicales devraient recueillir et défendre les revendications des travailleurs exposés au chômage, à l'inflation, à la sous-contractation, etc. Mais la direction bureaucratique des organisations syndicales s'intègre dans la politique de la bourgeoisie par le biais du « dialogue social », voire de la co-élaboration de celle-ci. C'est bien sur ce terrain de « dialogue social » que le gouvernement de Lula a été annoncé dès son investiture, et c'est aussi sur ce terrain que les directions syndicales se sont placées afin de limiter au maximum l'expression de la lutte des classes (la « conflictualité » en termes bourgeois).

Ainsi le 21 janvier, les directions syndicales se sont réunies avec le ministre du travail, Luiz Marinho, du PT. Elles ont déposé les revendications ouvrières élaborées depuis le mois d'avril 2022. Le média *Esquerda online* relate que les dirigeants de chaque organisation avaient trois minutes pour exposer ses idées, et que la réunion ayant eu lieu en janvier, ils ont utilisé généralement la moitié de leur temps pour dénoncer les manifestations des hordes bolsonaristes de Brasilia. Le secrétaire de la CUT s'est félicité de la recreation du ministère du travail, et le journal rappelle que la fonction de ce ministère est d'intégrer les organisations syndicales dans l'appareil d'Etat par l'intermédiaire des réunions tripartites (Etat, patronat, syndicats) pour la gestion du marché du travail... D'autres dirigeants syndicaux y ont posé la question du financement des organisations syndicales... Si quelques questions sociales ont été égrenées, la position la plus radicale a été celle du représentant du syndicat « Intersindical », exprimant la nécessité de mobiliser pour affronter le congrès des députés dont la majorité est « hostile », donc pour soutenir le gouvernement contre la majorité parlementaire. La conclusion de la conférence a été l'annonce de la formation de groupes de travail, sur le salaire minimum, le renforcement des syndicats et de la négociation collective, la réglementation du travail dans les plateformes digitales. A l'annonce de la création de ce dernier groupe de travail, les organisations syndicales ont annoncé l'annulation de l'appel à la grève prévu pour le 25 janvier dans le secteur des plateformes digitales...

C'est donc toute une politique qui se dessine et qui se concrétise dans l'invitation lancée pour le 1^{er} mai par la direction de la CUT au gouverneur de São Paulo, Tarcisio Gomes de Freitas, soutien de Bolsonaro, ou encore au maire de Rio, Eduardo Paes, au même pédigrée. La réconciliation du travail avec les hommes de Bolsonaro !

Dans certains secteurs cependant, les syndicats ou les fédérations ne peuvent éviter d'appeler à la grève. C'est le cas de la fédération des enseignants de la CUT, la CNTE, qui propose une journée de grève avec comme revendication l'abrogation de la loi sur l'enseignement moyen, mais aussi une augmentation de salaire de 14 %. Grève secteur par secteur sur des revendications salariales qui concernent l'ensemble du prolétariat, la technique est éprouvée...

À contrario de cette politique, il faut imposer la rupture des organisations ouvrières avec la politique de collaboration de classes du gouvernement de Lula

Cela commence par imposer aux directions syndicales qu'elles cessent le dialogue avec le gouvernement comme avec les gouvernements dans les différents Etats, pour reprendre les revendications des travailleurs, revendications urgentes, revendications brûlantes :

- augmentation des salaires face à l'inflation, à l'échelle des besoins définis par les organisations syndicales dans le DIEESE (institut de statistique commun des organisations syndicales). Echelle mobile des salaires pour les défendre face à l'inflation. Contrôle sur l'approvisionnement des masses, notamment dans les quartiers les plus défavorisés, les favelas.
- défense du droit au travail, dans le cadre légal ; contre le chômage et les plans de licenciements ; échelle mobile des heures de travail, seul outil pour permettre de partager vraiment le travail et donc rendre effective l'abrogation des contre-réformes du droit du travail qui permettent la sous-contractation ; liquidation de l'auto-entrepreneuriat.
- Abrogation des contre-réformes mises en œuvre par Bolsonaro sur les retraites, l'enseignement public, l'université, etc.
- Démantèlement de la police militaire, retour des militaires dans les casernes.
- Arrêt immédiat des spoliations de terre, des défrichements forestiers menés au compte des grands groupes agro-industriels contre les intérêts des communautés rurales.

La mobilisation des masses sur ces mots d'ordre, poserait la question d'un gouvernement des organisations ouvrières unies, autour du PT et de la CUT, rompant avec la bourgeoisie, les ministres représentants celle-ci, et entamant un programme qui permettrait la satisfaction des intérêts des masses, notamment en s'en prenant à la propriété privée des moyens de production, tant dans les domaines agricoles qu'industriel ou financier, afin de satisfaire les intérêts et les besoins urgents des masses.

En tout état de cause, il faut pour ouvrir une perspective positive au Brésil, pour offrir un cadre politique, se regrouper et agir, dans la mesure des possibilités, pour la rupture des organisations ouvrières avec la politique de collaboration de classes, ce piège mortel. C'est ce que *Combattre pour le socialisme* propose aux militants qui refusent un tel piège.

15 mai 2023



**Prenez contact ! A.E.P.S. 1bis, Rue GUTENBERG, 93100 MONTREUIL, <http://socialisme.free.fr>
socialisme@free.fr**